



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

SECRETARIAT GENERAL
Service de l'environnement professionnel
Sous-direction du cadre de vie
Bureau Gouvernance
Pôle marchés et achat
139 rue de Bercy – Paris 12^{ème}

Prestation d'expertises pour le compte de l'Agence française anticorruption

Réponses aux questions

Question 1 du 10/08/2018 :

Nous comprenons que nous devons effectuer une proposition par lot, bien que certains lots soient regroupés (i.e. lots 1, 2, 3 ou lot 5 et 6). Est-ce que notre compréhension est la bonne ?

Réponse : Oui. Chaque lot constitue un accord-cadre.

Question 2 du 10/08/2018 :

Quelles sont les modalités d'intervention concernant les délais de mobilisation pour les missions ? Existe-t-il un planning prévisionnel périodique (par exemple annuel) d'interventions, et si oui sous quel délai nous serait-il communiqué ?

Réponse : Il n'existe pas de planning prévisionnel périodique. Les informations concernant les délais de mobilisation seront communiquées aux attributaires, pour chaque lot, après la notification.

Des modalités particulières en termes de calendrier pourront être arrêtées d'un commun accord si la situation le nécessite avant l'exécution des prestations et l'émission du bon de commande.

Question 3 du 10/08/2018 :

Que se passe-t-il si le titulaire n'est pas en mesure de répondre sous 7 jours à une demande de devis (CCP, article 8.1.a)?

Réponse : Il devra indiquer, avant l'expiration de ce délai, les raisons qui l'empêchent de produire le devis. L'article 8.1.a du CCP est modifié pour laisser un délai maximum de 15 jours ouvrés pour envoyer le devis par voie dématérialisée à l'AFA.

Question 4 du 10/08/2018 :

Quelles sont les définitions et les règles concernant l'impossibilité légitime de contracter (CCP, art 8.1.c)?

Réponse :

S'il s'agit des règles concernant l'impossibilité légitime d'exécuter la prestation (cf. CCP article 8.1.c), celles-ci relèvent de l'article 8.4.1 du cahier des clauses particulières n°18 du 05/07/2018.

Question 5 du 10/08/2018 :

Est-ce que les restrictions de l'article 8 du décret n°2017-329 du 14 mars 2017 portant sur le conflit d'intérêt s'appliquent autant à la personne morale (i.e. le titulaire) qu'aux personnes physiques faisant partie de l'équipe dédiée du titulaire (CCP, article 8.4) ?

Réponse : Le périmètre de l'article 8 du décret n°2017-329 du 14 mars 2017, inclut les personnes physiques faisant partie de l'équipe dédiée du Titulaire qui participent à la réalisation d'une mission de contrôle dans le cadre de l'article 17 de la loi 2016-1691 du 9 décembre 2016.

Question 6 du 10/08/2018 :

Qu'entend-on par « membres de l'équipe » et « personne en charge de l'exécution des bons de commande » (CCP, article 8.2)? L'équipe inclut-elle tous les collaborateurs pouvant intervenir sur des missions, ou seulement les référents (associés, management) ?

Réponse : L'équipe inclut tous les collaborateurs qui participent à l'exécution des prestations. Dès réception d'un bon de commande, il sera demandé d'identifier, au sein de cette équipe, un référent qui sera l'interlocuteur de l'AFA.

Question 7 du 10/08/2018 :

Le recours à des cabinets membres de notre groupe situés en France ou à l'étranger est-il assimilé à de la sous-traitance ou à un groupement d'opérateurs économiques ?

Est-il possible de faire appel à nos cabinets membres à l'étranger ?

Réponse : Vous pouvez faire appel à vos cabinets à l'étranger. S'il s'agit d'une entité juridique distincte, vous pouvez candidater sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

En cours d'exécution de l'accord cadre, vous avez également la possibilité de déclarer des sous-traitants dans les conditions définies par les articles 62 et 63 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et des articles 133 à 137 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Question 8 du 10/08/2018 :

Nous comprenons que nous devons constituer une équipe dédiée, et pour chaque commande y sélectionner une équipe. Si nous souhaitons intégrer un collaborateur à ce panel pour une commande, nous devons en faire la demande 15 jours avant l'intervention. En outre, nous disposons d'un délai maximal de 7 jours pour envoyer un devis dès réception d'un bon de commande. Dans ce cas, sous quelles conditions peut-on intégrer un nouveau collaborateur (par exemple expert ou collaborateur situé à l'étranger) à l'équipe dédiée au marché public (CCP, article 8.1 et 8.2)?

Réponse : L'équipe doit être constituée au moment de la proposition du devis, avant l'émission de tout bon de commande. Le délai maximal est de 15 jours ouvrés pour l'envoyer par voie dématérialisée à l'AFA (article 8.1.a du CCP modifié en ce sens). Après l'émission du bon de commande, seul le « remplacement d'un membre de l'équipe » est possible, dans les conditions de l'article 8.2.1.b) du CCP.

Question 9 du 10/08/2018 :

Nous comprenons que notre rapport sera émis à l'AFA et pourra faire partie du rapport émis par l'AFA à l'entité contrôlée. Est-ce que notre compréhension est la bonne ?

Réponse :

L'AFA a la possibilité d'intégrer ou d'annexer le rapport de l'expert dans le sien à destination de l'entité contrôlée, dès lors que les droits sur les résultats des prestations effectuées par le Titulaire sont transférés à titre exclusif à l'AFA, sur l'ensemble du territoire national et pour une durée équivalente aux droits d'auteurs (article L123-1 du code de la propriété intellectuelle) sans supplément de prix (cf. CCP, article 14).

Question 10 du 10/08/2018 :

Comment est prise en compte dans les critères d'évaluation l'efficacité du titulaire pour exécuter les missions (délai de production, rapidité de mobilisation notamment) par rapport aux taux pratiqués ?

Réponse : Dans l'annexe financière, les unités d'œuvre du prix correspondent à des durées d'intervention (1 journée, 1 semaine et 1 mois). Le critère relatif à la méthodologie permettra d'évaluer les modalités d'intervention et la disponibilité du candidat permettant sa saisine par le pouvoir adjudicateur et la manière proposée par le candidat pour répondre spécifiquement et de manière pertinente au besoin.

Question 11 du 10/08/2018 :

Question sur le lot 4

- Qu'est-ce qui est attendu concernant l'analyse des systèmes d'information attachés aux processus d'enregistrement comptables (analyses d'extractions des systèmes, entretiens avec l'IT, tests IT sur les systèmes notamment) ? Est-ce une analyse similaire à celle qui est attendue dans les lots 5 et 6 ?

Réponse :

L'analyse des systèmes d'information attachés aux processus d'enregistrement comptables, outre ses particularités visées au § 5 de l'article 7.2 du CCP, comprend une expertise du système d'information, notamment l'analyse de la gestion des habilitations, les échanges entre systèmes d'informations divers au sein de l'entité, la sécurité du dispositif et les mesures visant à préserver son intégrité.

Question 12 du 10/08/2018 :

Question sur les lots 5-6 :

- Analyse de la cartographie des SI de l'entité : Quelles sont les attentes/besoins spécifiques liées à ce point ?

Réponse :

Dans un contexte numérique, la cartographie permet de représenter le système d'information de l'entité, ses connexions internes et celles qu'elle a vers l'extérieur. Cette représentation faite par l'entité peut être plus ou moins détaillée en incluant notamment les biens matériels, logiciels, les réseaux de connexion, mais aussi les informations, activités et processus qui reposent sur ces biens.

Cette cartographie doit permettre :

- **de réaliser l'inventaire patrimonial du système d'information, notamment la liste des composants du système d'information et leur description détaillée ;**
- **de présenter le système d'information sous forme de vues en représentations partielles du système d'information, de ses liens et de son fonctionnement. Elles sont destinées à rendre lisibles et compréhensibles les aspects du système d'information de nature à être exploités dans les opérations de sécurité numérique en lien avec les risques de corruption.**

Question 13 du 10/08/2018 :

- Analyse dispositif relatif aux mesures de tiers :
 - De quel type de tiers parle-t-on (hébergement/infrastructures, support de tous niveaux, éditeurs (solution SaaS par exemple)) ?
 - Est-ce qu'il y a des attentes particulières sur les typologies de rapports/certifications ?

Réponse :

Les tiers évoqués à l'article 7.3 du CCP sont les clients, fournisseurs de premier rang et intermédiaires faisant l'objet d'une procédure d'évaluation de leurs situations par l'entité contrôlée au regard de sa cartographie des risques (cf. 4° du II de l'article 17 de la loi 2016-1691 du 9 décembre 2016). Il n'y a pas d'attente particulière sur la typologie des rapports mais, ils doivent être synthétiques et structurés et répondre aux exigences du livrable (cf. CCP article 7.3).

Question 14 du 10/08/2018 :

- Analyse dispositif informatique comptable
 - Doit-on rester sur une analyse propre à l'application ou les thèmes couvrent-ils également les couches basses (base de données, système d'exploitation) ?
 - Est-ce que l'AFA préconise l'utilisation d'une méthodologie particulière ou d'un cadre de référence particulier (i.e. ISO 27001, CobIT, ITIL ? etc.) ?
 - Au-delà de la gestion de la sécurité des accès, doit-on prendre en compte dans notre analyse tous les cycles relatifs à la gestion des SI (i.e. sécurité, gestion des évolutions, opérations) ? Est-ce que les couches basses sont susceptibles d'être incluses dans les audits (i.e. système de gestion de base de données, systèmes d'exploitation) en plus de la couche applicative ?

Réponses :

Compte tenu des réponses aux questions n°11 et 12, il est précisé qu'il n'y a pas de méthodologie particulière souhaitée par l'AFA et que les couches basses qui doivent être présentes dans la cartographie du système d'information, ne sont pas systématiquement incluses dans l'analyse fine, dans la mesure où l'expertise de la couche applicative permet de répondre au livrable attendu de l'expert. (cf. CCP article 7.2).

Question 15 du 13/08/2018 :

Être sélectionné en tant qu'attributaire dans le cadre de la Consultation est-il une condition préalable à la candidature pour des dossiers spécifiques?

Réponse : Oui, seuls les attributaires dans le cadre de la consultation initiale et dans la limite des lots pour lesquels ils ont été retenus pourront prétendre à l'attribution des dossiers spécifiques.

Question 16 du 13/08/2018 :

Comment s'articule la Consultation avec les autres demandes ponctuelles de prestations dans le cadre d'une CJIP ou autrement ? Certaines prestations passeront-elles par la Consultation et d'autres non ? Et si oui, lesquelles pour chaque cas ? Un expert pourra-t-il, en parallèle, proposer ses services dans les deux cadres (de la Consultation et d'autres missions ponctuelles ?)

Réponse : Ce marché concerne l'ensemble des prestations d'expertises de l'AFA, qu'elles interviennent dans le cadre d'une CJIP, d'une opération de contrôle ou dans le cadre de missions ponctuelles.

La seule exception est celle prévue par l'article 2.3.3 du CCP (en cas de conflit d'intérêt de tous les titulaires d'un lot).

Question 17 du 13/08/2018 :

Un attributaire au titre de l'accord-cadre, sera-t-il empêché d'intervenir face à ou contre l'AFA pour le compte d'entreprises clientes ?

Réponse : Non, un cabinet d'avocats attributaire de prestations d'expertise au titre de l'accord - cadre pourra intervenir face ou contre l'AFA au nom et pour le compte d'une entreprise cliente, à la condition que cette entreprise n'ait pas été l'objet d'une expertise sollicitée par l'AFA et réalisée par ce cabinet.

D'une manière générale, les avocats ne peuvent d'ailleurs intervenir face ou contre l'AFA au nom et pour le compte d'une entreprise cliente en utilisant des informations couvertes par le secret professionnel qu'ils auraient acquises à l'occasion d'une mission d'expertise réalisée à la demande de l'AFA.

Ces réserves s'appliquent aussi bien à l'avocat qu'à tous les membres du groupement auquel il appartient, au cours des 60 mois qui ont précédé la prestation envisagée pour cette entreprise (cf. CCP, article 8.4.1).

Question 18 du 13/08/2018 :

L'attributaire qui répond à un appel d'offre (soumissionnaire) mais qui n'est pas retenu sera-t-il empêché d'intervenir a posteriori face à ou contre l'AFA pour le compte de l'entreprise dans laquelle il aurait pu intervenir en tant qu'expert s'il avait été retenu ?

Réponse : Non.

Question 19 du 13/08/2018 :

Nous comprenons que les éléments relatifs au prix ne sont fournis par le soumissionnaire qu'au moment où il soumissionne à une offre donc après avoir été pré-sélectionné comme attributaire, est-ce exacte ? Ce dernier doit-il alors fournir (i) dans l'annexe financière, les taux horaires et journaliers de chacun des membres de l'équipe et (ii) dans la partie « prix » du mémoire technique, le montant global envisagé pour la mission, élaborés à l'aide d'un cahier des charges précis sur le contenu de la mission que l'AFA aura fourni ?

Réponse : Oui, chaque candidat établit sa proposition financière avant la remise de son offre.

L'offre de prix doit figurer uniquement dans cette annexe financière (pour chaque lot). Il s'agit de tarifs par jour, par semaine et par mois d'intervention, à compléter pour chaque type de profil figurant dans l'annexe financière.

Vous ne pouvez pas ajouter ou supprimer des profils. Il n'est pas demandé de montant global pour la mission.

Question 20 du 13/08/2018 :

Pourriez-vous expliciter, notamment à l'aide d'un exemple, la méthode de notation du prix, dont la formule mathématique n'est pas très clair selon nous ?

Réponse : Le prix sera évalué en application de la formule suivante : $\text{Note} = (\text{montant de l'offre la plus basse} / \text{montant de l'offre examinée}) \times 20$

Le « montant de l'offre » est déterminé de la manière suivante : prix de l'annexe financière (complété par chaque candidat) * simulation des besoins de l'administration pour chaque type de profil (simulation identique pour tous les candidats).

Cette simulation n'est pas communiquée aux entreprises.

Question 21 du 13/08/2018 :

Comment évaluez-vous le caractère suffisant des « capacités professionnelles, techniques et financières » visées à l'article 7.5 ? L'évaluation est certainement faite en tenant compte de l'accord-cadre dans son ensemble, mais anticipez-vous lors de cette dernière que toutes les commandes ne seront pas pour des prestations d'ampleur similaire pour lesquelles les mêmes moyens ne seront donc pas forcément requis ?

Réponse : Il faut distinguer d'une part les capacités professionnelles, techniques et financières de l'entreprise qui sont évaluées au stade de la candidature. Elles permettent au pouvoir adjudicateur de s'assurer que le candidat est en mesure d'exécuter le marché.

D'autre part, les moyens proposés par chaque candidat pour exécuter les prestations, qui sont évaluées au stade de l'offre. L'évaluation est faite en tenant compte de l'ensemble des prestations prévues pour chaque lot.

Question 22 du 13/08/2018 :

Pouvez-vous nous confirmer que « les titres d'études et professionnels du candidat » requis aux termes du paragraphe 7.4 sont bien les mêmes que ceux visés au paragraphe 8.2.1 dans la partie CV et documents équivalents et que dès lors il sera suffisant de ne les produire qu'une seule fois en amont au niveau de l'accord-cadre et de ne faire ensuite dans le mémoire technique relatif à une offre en particulier qu'un renvoi vers les documents déjà fournis ?

Réponse : Dans le cadre de la candidature, « les titres d'études et professionnels du candidat » requis aux termes du paragraphe 7.4 permettent d'apprécier la capacité des candidats. Concrètement, ce sont des informations générales sur les qualifications présentes dans votre société.

Dans le cadre de l'offre, les CV et documents équivalents visés au paragraphe 8.2.1 transmis dans le cadre de l'offre permettent de juger le critère « organisation et les moyens humains ». Concrètement, ce sont les qualifications, les titres, les expériences précises...des experts qui seront en charge de l'exécution des prestations.

Les références aux titres et à l'expérience du candidat ne sont à fournir qu'une seule fois, à charge pour l'expert de communiquer spontanément toute modification intervenue « dans les titres d'études et professionnels » en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Question 23 du 13/08/2018 :

Dans le cas d'une production de documents « alternatifs » à ceux initialement requis pour faire la preuve de sa capacité économique et financière, que doit-on entendre par « tout autre moyen considéré approprié par l'acheteur » ?

Réponse : Il s'agit d'une disposition visant, au-delà des justificatifs et moyens de preuves énumérés dans le règlement de consultation, à laisser aux candidats la possibilité de démontrer par d'autres moyens, leur capacité à exécuter l'accord-cadre.

Question 24 du 13/08/2018 :

Pour établir la note méthodologique relative à une offre et le mémoire en général, y afférent, quels éléments de la mission/du besoin seront-ils communiqués au candidat ?

Réponse : Le contenu de la mission est décrit, pour chaque lot, dans l'article 7 du CCP.

Question 25 du 13/08/2018 :

La forme du mémoire technique est-elle totalement libre (en dehors des interdictions de codes actifs etc) ? Y'a-t-il un nombre de pages limité ?

Réponse : Le nombre de pages n'est pas limité mais, dans la mesure du possible, il sera attendu un document synthétique et structuré.

Question 26 du 13/08/2018 :

Qu'entendez-vous par « offre irrégulière » ? Quels sont les critères d'irrégularité s'ils ont déjà été objectivement définis (ou le seront un jour) ? Le délai de régularisation différera-t-il selon l'irrégularité constatée ? Et de quel ordre sera-t-il (ou seront-ils) approximativement ? [Est-ce décidé au cas par cas ? Et par qui ?] Le candidat dispose-t-il d'un recours en cas de contestation pour absence de possibilité de régularisation ou délai de régularisation proposé estimé par lui comme insuffisant ?

Réponse : La régularisation est une faculté pour le pouvoir adjudicateur qui reste libre d'y recourir ou pas.

Le cas échéant, si le pouvoir adjudicateur décide d'y recourir, elle sera effectuée dans les conditions suivantes :

- **Absence de modification des caractéristiques substantielles des offres. Notamment, une erreur matérielle ou l'absence d'une ligne sur l'annexe financière pourra être régularisée. Par contre, l'offre qui ne comprend pas un document contractuel ne pourra pas être régularisée.**
- **La demande de régularisation sera adressée à l'ensemble des soumissionnaires ayant déposé des offres irrégulières (sous réserve de l'absence de modification substantielle).**
- **Un délai raisonnable (fixé au regard des modifications à apporter à l'offre) sera laissé aux entreprises. Il sera identique pour tous les candidats.**

Question 27 du 16/08/2018 :

Serait-il raisonnable de supposer que la prestation prévue par les lots 7, 8 et 9 de ce marché public serait effectuée sur la base de la réponse de l'entité contrôlée au document Questionnaire et pièces à fournir ?

Réponse : Oui

Question 28 du 16/08/2018 :

Envisagez-vous de standardiser les prestations, de sorte que l'assistance portée par un prestataire soit le plus possible équivalente à celle d'un autre? Auriez-vous des indications à donner à ce stade sur la forme que prendra cette standardisation ?

Réponse : Il n'y a pas de formalisme particulier autre que celui prévu à l'article 8.3.2 du CCP.

Question 29 du 16/08/2018 :

Lors des phases définies sous la rubrique Le contrôle des programmes de conformité issus des mesures judiciaires (CCP: annexe 1), pour quels éléments envisagez-vous que l'intervention du titulaire sera sollicitée ?

Réponse : Par définition l'intervention du titulaire peut être sollicitée pour tous les éléments intervenant au cours des 5 phases, définies pages 37 et 38 du CCP, sachant toutefois qu'en fonction des circonstances, l'expertise peut porter sur une ou plusieurs de ces phases.

Question 30 du 16/08/2018 :

Quel type d'entité le titulaire serait-il le plus susceptible d'être appelé à auditer (ex. la totalité d'une entreprise en France et ailleurs; les activités en France; un établissement; un métier; une activité à l'étranger; toute activité étrangère)?

Réponse : Tous les cas évoqués dans la question sont susceptibles de faire l'objet d'une expertise.

Question 31 du 17/08/2018 :

Une entité soumissionnaire établie en 2017 avec, par la force des choses, des faibles niveaux d'expérience et de ressources, sera-t-elle exclue si elle peut tirer parti des ressources et de l'expérience d'une société mère étrangère bien établie?

Réponse : L'absence de références, pour une entreprise nouvellement créée, n'est pas un motif de rejet de sa candidature à un marché public. Par ailleurs, aucun niveau minimum de ressources financières n'a été fixé pour candidater à ce marché public.

Question 32 du 17/08/2018 :

Y a-t-il possibilité de différencier entre les honoraires et les coûts? Les hypothèses de coût de chaque candidat (ex. sur la probabilité que la prestation soit à Tunis et non à Lima) auront une influence budgétaire importante mais non transparente.

Réponse : Pour chaque lot, dans l'annexe financière, les unités d'œuvre du prix correspondent à des durées d'intervention (1 journée, 1 semaine et 1 mois).

Pour chaque unité d'œuvre, en fonction des lots, il est précisé le périmètre géographique d'intervention (France métropolitaine, Outre-mer, Europe, hors Europe). Il n'est pas possible pour les candidats de modifier les annexes financières.